



# Presse Internationale

mensuel – n°64 – décembre-janvier 2008 - 1€ (soutien 2€)

## LCT

### LIGUE COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale

www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'Elan, 73, B10 - 1170 Bruxelles

## NON A L'ACCORD INTERPROFESSIONNEL 2009-2010

Nous ne pouvons pas le laisser passer ! p.3



Défendre le droit de grève  
**NON aux astreintes**

p.5



Syndicalistes assassinés au Venezuela

**NON à l'impunité !**

p.16

Décret inscription

**La « mixité sociale »**

p.6

Aussi dans ce numéro :

**Afghanistan** : Mission de paix ou de guerre ? p.14

**Obama** : Que signifie sa victoire ? p. 7



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 22 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

## Voler les travailleurs pour donner toujours plus aux patrons

La crise financière est devenue celle, bien réelle, des travailleurs. Chaque jour, des entreprises annoncent de nouveaux licenciements, des restructurations et des faillites. Le chômage économique a concerné au mois de novembre près de 100.000 travailleurs. Ces « annonces » ont des effets bien concrets : perte de l'emploi, perte d'une part importante des revenus avec les conséquences dramatiques que cela entraîne pour un grand nombre de ménages, flexibilité et charge de travail accrues pour d'autres,...

Pourtant cela fait des décennies que les travailleurs ont *fait des efforts* pour renforcer la « compétitivité » des entreprises. La productivité n'a cessé d'augmenter (souvent au détriment de la santé et du bien-être des travailleurs) et les profits ont explosé. Entre 1996 et 2005, les bénéfices des entreprises ont ainsi été multipliés par quatre ! Mais l'emploi n'a pas connu une courbe parallèle. Les capitaux accumulés ont alimenté une spéculation financière qui nous a conduit tout droit à la débâcle économique et sociale actuelle. La crise actuelle met ainsi pleinement en évidence l'impasse dans laquelle nous a plongé un système où l'accumulation de richesses de quelques uns passe par l'appauvrissement et l'exclusion de ceux qui la produisent. Le mythe d'une « compétitivité au service de l'emploi », qui a servi pour démanteler les protections sociales, affaiblir les droits des travailleurs et vider les caisses de l'Etat, doit une fois pour toutes être combattu et brisé.

Les organisations syndicales semblaient aller dans ce sens : peu avant d'entamer les négociations pour l'accord interprofessionnel, la CSC annonçait que la crise nous donnait des « opportunités de changer le monde » et la FGTB affirmait, qu'en aucun cas, la crise ne devait être le prétexte pour aggraver encore la situation des travailleurs. C'est pourtant ce qu'elles viennent de réaliser en se

faisant complices d'un projet d'accord qui prévoit le détournement pur et simple de l'argent public et de la sécurité sociale au profit des patrons. Mais ces derniers ont fait des efforts ; ils nous accordent le maintien de l'indexation des salaires. Merci. Et puis il fallait bien « compenser » les miettes qui seront, *peut-être*, octroyées à *certains* travailleurs...

On pourrait croire que tout cela n'est qu'une blague, une mauvaise blague. Après le sauvetage des banques aux frais des contribuables, on retourne dans la poche des travailleurs chercher de quoi assurer la *compétitivité* des entreprises qui s'appêtent pourtant à licencier en masse. On nous demande de faire confiance à ceux pour qui la poursuite incessante du profit justifie le sacrifice de nos vies. Et on nous promet à la clé plus de régulation, un capitalisme plus « éthique » à l'avenir. Il n'y a pas de solution possible à la crise actuelle dans une *moralisation* du capitalisme. Le capitalisme est, dans son fondement même, amoral. Parce qu'il fait de l'activité humaine, des hommes et des femmes qui la réalisent, une simple marchandise, un moyen pour accumuler de la richesse aux mains de quelques uns. A travers les plans de relance ambitieux et les accords salariaux « *historiques* », ce qui est proposé aux travailleurs pour résoudre la crise ce n'est pas autre chose : continuer à servir les sacro-saints intérêts du capital au prix d'une misère sociale croissante qui risque d'être de plus en plus dévastatrice.

Le 22 décembre, les directions syndicales consulteront leur base pour avaliser l'accord interprofessionnel 2009-2010.

**Cet accord ne peut pas passer !**

Créons dès maintenant des comités de lutte dans les entreprises pour défendre nos salaires, nos conditions de travail, nos emplois et le droit de grève.

Patronat et directions syndicales se sont mis d'accord pour faire face à la crise :

## Les travailleurs trinquent...

Après d'autres pays, la Belgique est rentrée en récession et devrait le rester toute l'année prochaine. Aujourd'hui, les faits nous montrent que la crise financière n'était que le sommet de l'iceberg. La crise qui se dévoile est bel et bien structurelle : des secteurs industriels clés tels que l'automobile et la sidérurgie sont durement touchés. Les travailleurs sont licenciés ou mis au chômage économique. Et la pression s'accroît dans les entreprises pour augmenter la charge de travail et flexibiliser davantage, comme tout récemment chez Audi-Forest (voir encadré).

Face à cette crise, l'Europe a proposé un plan de relance estimé à 200 milliards d'euros et en a dessiné les grandes orientations; à charge des Etats de le mettre en œuvre et surtout de trouver l'argent nécessaire... En Belgique, le plan de relance annoncé par le gouvernement fédéral est évalué à deux milliards d'euros. L'accord interprofessionnel 2009-2010 y occupe une place majeure.

### Un accord interprofessionnel sur le dos des travailleurs

L'accord interprofessionnel 2009-2010 était très attendu. Tous insistaient sur la responsabilité des « partenaires sociaux » dans ce contexte de crise. Les travailleurs devaient *comprendre* qu'ils ne pouvaient pas *étrangler les entreprises au bord de la faillite* et les patrons devaient comprendre que le pouvoir d'achat des travailleurs était somme toute quelque chose d'important en ces temps difficiles. Il fallait donc un compromis. Pour être unis face à un avenir incertain.

Tous se réjouissent : *la mission est accomplie*. Sauf que les patrons ramassent le gros et les travailleurs les miettes. Pour sauvegarder l'emploi, il paraît. Mais les travailleurs ont encore leur mot à dire. Le 22 décembre.

Que prévoit l'accord ?

### Pas d'augmentations salariales brutes au-delà de l'indice-santé

L'indexation des salaires pour les deux ans à venir avait été évaluée à 5,1% par les dernières estimations du Conseil Central de l'Economie. Cette indexation se base sur l'indice-santé c'est-à-dire l'inflation des prix prévue sans tenir compte des produits tels que le tabac, l'alcool, l'essence et le mazout. Le projet d'accord a défini une norme salariale qui est égale à l'indexation prévue, soit 5,1%. Les salaires bruts ne pourront donc pas s'élever au-delà de cette indexation automatique.

Sachant que la productivité, soit la richesse produite par un même nombre de travailleurs, tend à augmenter de plus de 1% par an en Belgique, c'est tout bénéfique pour les patrons. Si les salaires ne suivent pas la productivité, il s'ensuit une forte hausse des profits. Mais cela ne suffit apparemment pas.

### Une dispense du paiement du précompte professionnel pour les patrons

On insiste alors sur le « dérapage salarial », soit un niveau de salaire qui serait en Belgique supérieur à celui des pays voisins. Et qui « handicaperait » la compétitivité de nos entreprises. Déjà, lors de l'AIP 2007-2008, les négociateurs avaient prévu un mécanisme de « correction salariale structurelle interprofessionnelle », soit l'exonération pour les patrons du paiement d'une partie du précompte professionnel. A l'époque, cette exonération atteignait 0,15%. Dans le projet d'accord actuel, cette exonération devrait atteindre 0,75% en 2009 et 1% à partir de 2010. C'est une partie du salaire des travailleurs qui normalement doit être versé à l'Etat sous forme d'impôt qui restera donc dans la poche des employeurs. Et cela, dit-on, pour « compenser » le maintien d'une indexation des salaires. La baisse des recettes de l'Etat- qui découlera de ce « détournement » de l'impôt payé par les travailleurs au profit des patrons- s'élèvera à 670 millions d'euros chaque année, et ce aux

### L'accord interprofessionnel

L'AIP est négocié tous les deux ans au sein du « groupe des 10 » qui réunit représentants patronaux et syndicaux. Cet accord vise à établir un cadre national pour la négociation des salaires et des conditions de travail et vaut pour tous les ouvriers et employés du secteur privé. Il détermine dans ce sens les négociations qui se dérouleront dans les secteurs et entreprises pour la conclusion de nouvelles conventions collectives de travail. Depuis 1996, les AIP doivent tenir compte de la norme salariale qui fixe un pourcentage maximal pour les augmentations salariales en prenant en compte que celles-ci ne peuvent pas dépasser ceux des trois pays voisins (France, Pays-Bas, Allemagne). Sinon, on parle de « dérapage salarial ».

frais des contribuables, soit des travailleurs eux-mêmes. Mais cela ne suffit toujours pas.

### De nouvelles baisses de cotisations sociales patronales sur le travail de nuit et en équipe et sur les heures supplémentaires

En 2007, les réductions de « charges » sociales atteignaient plus de 7 milliards d'euros. C'est autant en moins pour le budget de la sécurité sociale. Beaucoup rêvent d'en finir

une fois pour toute avec ce système d'assurance et de solidarité collective qui échappe à la logique marchande privée et qui représenterait un marché juteux pour les compagnies d'assurance et les organismes financiers. On poursuit donc le sacage. Le projet d'accord prévoit de nouvelles baisses pour un montant de 428 millions d'euros.

La facture totale est donc de près de 1,2 milliard d'euros au bénéfice exclusif des patrons. Aux frais de la collectivité. On est bien dans un schéma où la privatisation des bénéfices s'accompagne d'une collectivisation des pertes et des coûts.

### **Une augmentation de 125 euros nets pour 2009 et 2010 pour les travailleurs. A négocier encore dans les secteurs ou les entreprises !**

Mais les négociateurs ont quand même prévu un petit quelque chose pour les travailleurs. L'augmentation maximale sera de 125 euros net sur l'année 2009, de même pour 2010, soit moins de 10 euros par mois. Mais ces hausses de salaires ne sont même pas acquises ! Elles devront se négocier dans les secteurs et les entreprises : « *Les secteurs où les difficultés économiques sont limitées et où les syndicats sont forts pourront peut-être allouer le montant maximal. Mais dans certains secteurs il n'y aura aucune hausse* », commentait un représentant de la CSC.

C'est un accord historique en effet ! Si les AIP étaient, à la base, un moyen de tirer vers le haut des secteurs faibles en fixant des élévations de salaires brutes minimales pour tous, l'accord actuel fait le contraire. Il définit un montant maximal -l'indexation- et casse la solidarité entre les travailleurs en renvoyant aux négociations sectorielles ou d'entreprise la possibilité d'obtenir quelques miettes

supplémentaires en net (différentes formes pour ces hausses ont été pointées : par exemple par une élévation de la valeur des chèques repas, de 6 à 7 euros, ou sous forme d'intervention patronale dans les frais de transport,...).

Et les travailleurs devraient se fonder sur cette maigre et hypothétique « compensation » pour avaler la pilule...

En dehors de l'accord interprofessionnel, gouvernement et « partenaires sociaux » se sont mis d'accord pour une enveloppe (de plus ou moins 428 millions d'euros en 2010) destinée à revaloriser les allocations sociales. Cette mesure, revendiquée depuis longtemps par les organisations syndicales et les associations, était déjà inscrite au budget, donc avant la négociation de l'accord. Ce n'est qu'une infime compensation à la perte constante

#### **Flexibilité...**

Chez Audi-Forest (ex. Volkswagen), les syndicats viennent d'accepter l'instauration du système Plus Minus Conto. Ce système est déjà d'application chez Opel Anvers et le gouvernement avait en 2006 créé le cadre législatif pour légaliser cette flexibilité extrême du temps de travail. Il permet d'adapter les horaires de travail au cycle de vie d'un modèle automobile. Soit en permettant de travailler beaucoup lors du lancement d'un modèle (jusqu'à 10h par jour et 48 h/semaine pendant les premières années par exemple) et de récupérer ces heures en fin de vie du modèle. Il n'y a donc plus d'heures considérées comme « supplémentaires », donnant lieu à un sursalaire et devant faire l'objet de négociations.

de revenus que vivent ceux qui n'ont pas d'emploi ou plus d'emploi. Et le patronat a exigé en échange la « simplification des plans d'embauche » avec une nouvelle mesure de réductions des cotisations sociales patronales pour les bas et moyens salaires. Coût : 530 millions d'euros par an.

Refuser l'accord interprofessionnel c'est, nous dit-on, risquer que ces mesures en faveur des allocataires sociaux soient remises en cause. L'accepter serait faire preuve de solidarité avec ces derniers.

Non, nous ne pouvons pas tomber dans ce piège ! En accordant des hausses de salaire nettes et non brutes, ce sont d'abord les allocataires sociaux qui sont lésés. Les revenus de remplacement (chômage, pension, indemnités maladies,...) sont en effet calculés sur le salaire brut ! Et vider les caisses de la sécu et de l'Etat n'est certainement pas à l'avantage des allocataires sociaux !

On donne d'une main ce qu'on reprend deux fois de l'autre !

### **Nous ne pouvons pas laisser passer cet accord !**

Parce que le pouvoir d'achat des travailleurs c'est aussi et en grande partie un accès à des services publics de qualité, à des soins de santé remboursés, à des allocations familiales, à des indemnités lorsqu'on tombe malade ou qu'on devient vieux ! La sécu c'est notre salaire à tous !

Parce si on vide les caisses de l'Etat, c'est l'emploi public qui est menacé !

Exigeons des augmentations salariales brutes comprenant non seulement l'indexation (retour au véritable index !) mais qui tiennent également compte de l'augmentation de la productivité !

**Stop aux cadeaux aux patrons !**

**Plus d'argent pour de nouveaux emplois dans les services publics et à la collectivité !**

**Des emplois pour tous !**

**Réduction du temps de travail avec maintien des salaires et embauche compensatoire !**

## Le droit de grève en danger !

Récemment, chez Carrefour, les patrons ont encore envoyé des huissiers de justice pour briser les piquets de grève. Qu'en est-il du droit de grève dans tout ça ?

### Grèves chez Carrefour

Il y a quelques semaines les travailleurs de Carrefour se mettaient en grève. Ils voulaient exprimer leur opposition aux conditions salariales et de travail que la direction du groupe Carrefour voulait leur imposer dans le cadre du nouvel hypermarché Carrefour de Bruges : salaire inférieur de 25% à celui des travailleurs des autres hypermarchés Carrefour et 45 dimanches travaillés par an (moins bien rémunérés également). Face à cette résistance des travailleurs, la direction de Carrefour a décidé de briser le mouvement. Elle s'en est prise à l'arme utilisée par les travailleurs pour résister : la grève et surtout le piquet de grève, indissociable de l'exercice du droit de grève. Pour arriver à ses fins, elle a fait appel à la justice. C'est ainsi que nous avons vu débarquer les huissiers et les policiers, mandatés par les juges pour casser la grève.

Bien évidemment, que ce soit le patronat (FEB) ou le gouvernement, ils nous assurent tous qu'il ne s'agit nullement de s'attaquer au droit des travailleurs de faire grève. Non, ce qu'ils veulent, c'est permettre aux travailleurs non-grévistes de pouvoir travailler.

### Nouvelles attaques sur le droit de grève

Depuis quelques années, le patronat, soutenu par les différents gouvernements, s'en prend systématiquement au droit de grève des travailleurs par le biais du recours aux tribunaux. Les employeurs savent pertinemment que les juges ne peuvent pas se prononcer contre le droit de grève. Ils prennent donc le « problème » par un autre angle : la dé-

fense de droits individuels tels que le droit au travail, le droit de propriété ou la libre circulation des personnes ou des biens. Ce n'est donc pas la grève qui est évoquée devant le juge, mais des « voies de fait » : blocage de l'entreprise, d'un carrefour, pressions sur le personnel non-gréviste, saisie ou dégradation du matériel... La notion de « voie de fait » n'étant pas définie objectivement par des actes concrets, la jurisprudence évoque seulement ce qui n'est pas l'exercice normal du droit de grève. Cela laisse donc une marge d'interprétation très large pour le juge.

Concrètement, les employeurs faisant face à une grève et voulant la briser, s'adressent au tribunal civil de première instance par le biais d'une requête unilatérale. Cette démarche permet de suspendre la procédure contradictoire : le juge n'entend que l'employeur et ses avocats. La décision est rendue le jour même ou le lendemain, sans que les travailleurs et leurs défenseurs soient invités à faire valoir leurs droits, ni même informés de l'existence d'une procédure dirigée contre eux. Pour s'assurer de l'exécution de sa décision, le juge peut l'assortir d'astreintes : il s'agit d'une somme d'argent dont le juge impose le paiement à celui qui ne satisfait pas à la condamnation judiciaire.

### Rapport de forces

On assiste donc depuis quelques années à une remise en cause du droit de grève. Et bien que le patronat et son gouvernement parlent de droit au travail, c'est bel et bien d'une attaque en règle contre le droit de grève qu'il s'agit. Les syndicats doi-

vent donc mobiliser les travailleurs contre ces attaques et se montrer intransigeants. Il ne s'agit pas de figer le droit de grève dans un texte de loi qui viendrait le limiter mais de créer un rapport de forces favorable aux travailleurs et permettant de défendre les droits conquis de hautes luttes par le mouvement ouvrier.

### Un peu d'histoire

**1791** : La loi *Le Chapelier* introduit l'interdiction de grève et de coalition.

**1866** : Cette loi est remplacée par des restrictions (article 310).

**1892** : En réaction aux grèves de 1886, le législateur étend le champ d'application de l'article 310 et en renforce les peines.

**1921** : Après la Première Guerre mondiale et le triomphe de la Révolution russe, les conditions des ouvriers belges connaissent une sensible amélioration. Les hommes (pour les femmes, il faudra attendre 1948 !) obtiennent le droit de vote au suffrage universel simple et l'article 310 du Code pénal est abrogé.

**1961** : L'article 6 de la Charte sociale européenne de 1961 reconnaît le droit de grève.

**1967** : Un arrêt de la Cour de cassation établit que le départ en grève ne peut être considéré comme rupture de contrat.

**1981** : La Cour de cassation reconnaît le droit de grève. Depuis lors, la jurisprudence constante de la Cour de cassation précise que la grève ne constitue pas en soi un acte illicite, même lorsque l'action de grève n'a pas été reconnue par une organisation syndicale représentative.

**1990** : La Belgique ratifie la Charte sociale européenne.

**Interdiction des astreintes !  
Interdiction pour les tribunaux  
d'intervenir dans les conflits collectifs !  
Solidarité de tous les travailleurs  
pour soutenir les grévistes où qu'ils soient !**

## La « mixité sociale » dans les écoles

Cette année, il n'y a pas eu, comme en 2007, les files devant une minorité d'écoles pour inscrire les élèves. Le système a été remplacé par un tirage au sort, ce qui à son tour vient d'être remis en question pour l'année prochaine. Quelle solution ?

L'étude « PISA »<sup>1</sup> de 2003 sur l'inégalité sociale scolaire en Europe avait révélé non seulement - sans surprise - la relation entre l'échec scolaire et le statut social, économique et culturel de l'enfant, mais aussi la place peu glorieuse occupée par la Belgique dans ce classement. La ministre Maria Arena (PS) a voulu y remédier par le « contrat pour l'école » de 2005, dans lequel est abordée notamment la question de la « mixité sociale » et qui se concrétise par le décret « inscriptions ».

Dans un premier temps, ce décret prévoyait que les inscriptions se fassent selon le principe de « premier arrivé, premier inscrit ». Suite aux files de l'année passée, le successeur d'Arena, Christian Dupont, a décidé de changer de méthode. Il s'agit maintenant d'inscrire ceux qui le désirent, puis de procéder, quand cela est nécessaire, à un tirage au sort.

Pour ceux qui tiraient profit du véritable marché des établissements scolaires, qui pouvaient inscrire leurs enfants dans les écoles « d'élites », on comprend que ce décret soit une abomination. Ils ont d'ailleurs obtenu une révision du système pour l'année prochaine. L'idée même d'une quelconque « contrainte » dans l'inscription de leur enfant était vilipendée comme une atteinte à la liberté de choisir le « projet pédagogique » des écoles de pointe pour la minorité privilégiée. Ils se fichent pas mal de cette liberté pour les enfants des autres. Et pour ceux qui se voyaient fermer les portes de ces établisse-

ments bien connus, depuis des années déjà, sous prétexte que « les inscriptions sont déjà clôturées », que « nous n'avons plus de places », que représente ce décret ?

Malgré ses bonnes intentions d'ouvrir les portes des écoles des riches aux pauvres, il ne constitue rien de plus qu'une tentative simpliste de réponse administrative et technique à un problème beaucoup plus profond, essentiellement le manque de financement, aggravé encore par la multiplicité des réseaux et la concurrence du « marché » qui l'accompagne. Si nous voulons réellement un enseignement de qualité pour tous les enfants, c'est l'ensemble de l'institution scolaire qui doit être repensée.

Parmi les priorités, il y a bien sûr la **fin des différents réseaux**. Un seul réseau scolaire, nationalisé et fédéral, permettrait de limiter fortement le « marché scolaire » en apportant une plus grande uniformité, de rationaliser la gestion du système éducatif et de rendre moins précaire la situation des jeunes enseignants. **Les contenus et les méthodes d'enseignement doivent être révisés** afin de faire écho au monde quotidien de tous les enfants et en tenant compte de la réalité de chaque famille. Certains parents ne peuvent pas aider leurs enfants pour les devoirs, tout le monde n'a pas le journal, un dictionnaire, des livres à la maison, un accès à internet, par exemple. Enfin, la gestion des inscriptions devrait aller beaucoup plus loin que ce qui n'est proposé : **des**

**inscriptions obligatoires dans une école du quartier** de résidence, comme cela est le cas en Finlande, et pour le moment encore en France, par exemple.

Ces propositions sont importantes et urgentes afin de démocratiser le système scolaire. Pourtant, parce que l'éducation n'est pas une bulle isolée mais est au contraire intimement liée à la société dans laquelle elle s'inscrit, ces mesures ne permettront pas de mettre fin à tous les écarts entre établissements. Si ces différences ne peuvent être effacées sans un changement de la société dans son ensemble, du moins peuvent-elles être prises en compte en donnant les moyens, notamment en personnel, aux établissements qui en ont besoin. Cela suppose de reprendre le vieux combat des enseignants : le **refinancement de l'enseignement** ! Nous disons bien : « combat », car rien ne sera acquis par le simple bon vouloir d'un gouvernement qui se limite à organiser un peu l'existence des « écoles pauvres ». C'est ce combat, avec le soutien des parents et des élèves, les premiers intéressés, que nos syndicats doivent organiser.

<sup>1</sup> Voir sur le site de l'*Appel pour une école démocratique* (Aped), [www.ecoledemocratique.org/spip.php?article261](http://www.ecoledemocratique.org/spip.php?article261)

### Une origine d'inégalités

Le gouvernement socialiste de Van Acker avait essayé de revaloriser l'école publique en 1954, mais après cinq ans de guerre scolaire, le « **Pacte scolaire** » de 1959 a consacré la multiplicité des « pouvoirs organisateurs », essentiellement une victoire du réseau de l'Eglise catholique.

### Non à la multiplicité des réseaux !

**Pour un « pouvoir organisateur » unique de l'Etat, sous le contrôle démocratique des enseignants et des parents !**

**Pour un refinancement de l'enseignement !**



## Elections aux Etats-Unis

### Que signifie la victoire d'Obama ?

La victoire de Barack Hussein Obama face à McCain a représenté un fait historique, par les connotations de ces élections. Cette victoire a ouvert de grandes perspectives et de grands espoirs parmi les masses étasuniennes et du reste du monde qui attendent qu'un véritable changement se produise. G. Bush est parvenu à être le président le plus impopulaire depuis qu'on fait des sondages. La défaite qu'il subit en Iraq et la crise économique qui a explosé à la fin de son mandat ont marqué ces élections.

La candidature de McCain apparaissait pour les électeurs étasuniens comme la continuité de l'actuel gouvernement, en dépit des efforts que le candidat républicain a fait pendant toute la campagne pour prendre ses distances vis-à-vis de Bush.

Obama a obtenu 95% des voix des Noirs, bien qu'il n'ait pas utilisé le problème du racisme dans sa campagne, et il a, en outre, obtenu un très large appui de la communauté latino-américaine. Les latinos votaient traditionnellement pour les démocrates. Cependant, Hillary Clinton a aussi essayé d'exploiter le racisme contre les Noirs, pour gagner les primaires avec l'appui des latinos. La défaite d'H. Clinton lors des primaires a fait que ces derniers étaient sur le point de passer aux républicains.

Les déclarations de McCain, soutenant le programme de son parti qui considère les immigrants pratiquement comme des délinquants, a toutefois aidé Obama, qui est d'ailleurs le fils d'un immigrant du Kenya. Rappelons également que des millions d'immigrants latino-américains se sont mobilisés le Premier Mai dernier pour exiger leur régularisation.

Les jeunes et les travailleurs à faibles revenus ont aussi voté majoritairement pour Obama. La crise hypothécaire a expulsé plus d'un million de familles de leur maison et quatre millions d'autres sont sur le point de perdre leur logement. Les licenciements augmentent chaque jour, ce qui fait monter le chômage de 1,2 millions de personnes supplémentaire en un an, dont plus de la moitié pendant les trois derniers mois. Des entreprises aussi emblématiques que General Motors, Ford ou Chrysler sont menacées de faillite et envoient déjà des milliers de travailleurs à la rue. La conviction que les problèmes créés par la politique économique de Bush ne seraient pas résolus par son continuateur, McCain, a donné lieu au changement électoral.

#### **Un changement dans la conscience des masses**

Le vote pour Obama représente donc, de manière déformée, une avancée dans les consciences nord-

américaines. D'une part, il y a l'opposition des masses à l'occupation de l'Iraq et à la politique guerrière de Bush, les mobilisations d'immigrants sans papiers, le début de la lutte de quelques secteurs de travailleurs qui commencent à faire face aux restrictions et aux licenciements. (Ceux de Boeing ont obtenu une importante victoire en octobre). D'autre part, le vote reflète la défaite que les Etats-Unis subissent en Iraq et la résistance de plus en plus forte en Afghanistan.

Indépendamment de ce que cela signifie pour la bourgeoisie, il est certain que la victoire d'Obama reflète un virage à gauche sans précédent aux Etats-Unis. Les célébrations massives, les larmes de joie des masses de Noirs, montrent que ceux-ci avaient voté pour quelque chose de plus qu'un candidat démocrate. Pour les masses nord-américaines, c'est un immense triomphe de porter Obama à la Maison Blanche. En ce sens, son arrivée à la présidence est comparable à celle des gouvernements de Front Populaire, comme en Bolivie avec Evo Morales, ou comme au Brésil avec Lula da Silva, quand pour la première fois un travailleur métallurgiste accédait à la présidence de son pays.

## Des élections avec une répercussion mondiale

Ces élections aux Etats-Unis ont été suivies comme aucune autre dans l'histoire. La possibilité, confirmée par la suite, que gagne Obama, qui pratique un langage différent de celui employé durant les huit dernières années, a produit une vague d'appui mondial au candidat démocrate. Il est curieux que, dans les enquêtes qui ont été faites partout dans le monde, ce n'est qu'en Israël que McCain est apparu comme favori. Rappelons que, quand Obama était encore candidat et qu'il a s'est rendu à Berlin, une foule de 200 000 personnes est allée le recevoir et l'écouter.

Nous sommes passés d'un président qui était reçu avec des manifestations contre sa présence, à un qui réveille l'enthousiasme sur toute la planète. Il est probable que, dans ses premiers voyages à l'étranger, il trouvera également un accueil semblable à celui que suscitait le général Eisenhower à la fin de la Seconde Guerre mondiale en tant que libérateur qui, avec l'URSS, avait mis en échec Hitler.

L'élection d'Obama reflète la situation mondiale, que nous définissons comme révolutionnaire : la défaite, que l'impérialisme subit en Iraq, la montée des masses au Moyen-Orient et en Amérique latine ont poussé les masses nord-américaines à voter pour Obama. Il est significatif que la nouvelle « first lady », Michelle, a déclaré qu'elle se sentait **maintenant** fière d'être « américaine » (appellation que les Etasuniens se réservent pour eux-mêmes). Et le camp républicain, bien qu'il ait été scandalisé par une critique de ce genre, n'est pas parvenu à changer le sens du vote, ce qui veut dire que dans la conscience de beaucoup de millions d'Etasuniens est enraciné le fait de ne pas se sentir fiers du pays où ils vivent.



Les gouvernements d'Iran et de Russie ont manifesté leur attente d'une nouvelle ère de relations avec les Etats-Unis. Les pays arabes en général ont très bien perçu la victoire d'Obama, fils d'un musulman, qui de surcroît s'appelle Hussein. Pour le négociateur palestinien des accords de paix avec Israël, Saeb Erekat, « sous la direction d'Obama, la vision de deux Etats pour deux peuples deviendra une réalité ». Les gouvernements de ces pays espèrent que les Etats-Unis ne seront plus considérés comme l'ennemi du monde arabe et vice versa.

### Qui a soutenu Obama ?

En plus de convaincre des millions de travailleurs, ce choix a été la meilleure option pour des secteurs très importants de la bourgeoisie étasunienne. C'était le candidat, non d'un parti ouvrier mais du Parti Démocrate, un des deux partis bourgeois qui se partagent le pouvoir aux Etats-Unis. A l'exception de la bourgeoisie des *gusanos* de Miami, fidèle au Parti Républicain et à sa stratégie de blocus contre Cuba, ainsi que des secteurs du pétrole et du gaz, qui ont ouvertement soutenu McCain, d'autres secteurs bourgeois ont soutenu, soit équitablement les deux candidats, soit carrément Obama.<sup>1</sup>

S'ils l'ont soutenu, c'est parce que l'impérialisme comprenait qu'il avait un besoin urgent de changer la perception des masses vis-à-vis

des Etats-Unis. Jusqu'à l'élection d'Obama, la crise économique mondiale, qui commence à affecter l'ensemble de la planète, désignait un ennemi clair, un coupable des guerres qui est maintenant aussi l'origine et la cause de la crise mondiale. Cette crise est en train de laisser des millions de travailleurs sans emploi et provoque une augmentation de la misère sur toute la planète.

Suite à la crise qu'elle traverse, du fait de la situation révolutionnaire mondiale, la bourgeoisie a utilisé durant les dernières années des gouvernements qui servent à freiner la montée des masses. Elle a dû faire appel aux secteurs les plus représentatifs des opprimés et exploités. Ainsi sont donc apparus des gouvernements de front populaire (de collaboration de classes, où des organisations ouvrières participent aux gouvernements bourgeois), y compris avec des travailleurs à leur tête comme au Brésil, des femmes comme Bachelet ou Cristina Fernández (Chili et Argentine), des indigènes comme Evo Morales, des sociaux-démocrates qui doivent donner suite à un certain espoir aux masses, comme Zapatero avec le retrait des troupes d'Iraq, ou des gouvernements avec une rhétorique populiste comme celui de Chavez. Ce sont des gouvernements qui, au-delà du fait que certains d'entre eux ont dû prendre l'une ou l'autre mesure progressiste, ont servi pour freiner, dévier ou contrôler la montée des masses, en permettant aux capitalistes de poursuivre l'exploitation des travailleurs. Ce qui est nouveau, c'est que ceci a dû arriver aux Etats-Unis eux-mêmes. Ainsi, l'élection d'Obama apporte une trêve au capitalisme mondial, et principalement à sa puissance hégémonique, les Etats-Unis.



## Les Etats-Unis peuvent-ils cesser d'être impérialiste avec Obama ?

Avec Obama, la presse mondiale a retrouvé la possibilité de parler favorablement des Etats-Unis sans rougir. Les discours sur la bonté de la démocratie des Etats-Unis et la capacité de la société nord-américaine de changer l'orientation de son gouvernement sont de retour. Le commentaire le plus courant est que, comme disait un éditorial du journal espagnol « El País », « *la victoire d'Obama détruit les barrières ethniques et revalide les Etats-Unis comme modèle universel* ». McCain l'accusait d'être socialiste pendant la campagne électorale. D'autres considèrent qu'Obama peut effectivement mettre un terme à l'impérialisme, construire une nouvelle ONU (cette fois démocratique), un monde multilatéral et, finalement, que c'est finalement une merveille qu'un pays qui connaissait la ségrégation il y a quarante ans, a maintenant un Noir comme président. On veut nous faire croire que la démocratie (bourgeoise) peut surmonter l'impérialisme et qu'un gouvernement, ou plutôt, un président, peut le faire, bien qu'avec des difficultés.

Nous devrions nous demander si Barack Obama va suggérer à Iran qu'en échange de l'arrêt de son programme d'énergie nucléaire, il va proposer le démantèlement de tous les arsenaux nucléaires dans le monde, en commençant par celui des Etats-Unis qui est le plus grand de tous ; s'il va exiger d'Israël qu'il détruise ses 200 têtes nucléaires. Demandons-nous si les multinationales étasuniennes, doréna-

vant, vont cesser de piller les pays semis-coloniaux, si les bases militaires des Etats-Unis, sur toute la planète, vont être fermées...

L'impérialisme ne change pas sa nature, même si la couleur de la peau de son président change. Nous pensons que le modèle qu'ils nous proposent comme exemple est celui de la démocratie impérialiste, qui va continuer à opprimer les travailleurs de son propre pays et ceux du reste du monde. Le président élu peut en arriver à lâcher une concession ou une autre, comme a fait Roosevelt dans les années trente, pour relever l'économie de la crise de 1929 avec les plans de travaux publics et freiner la montée ouvrière qui a été à l'origine des grandes organisations syndicales aux Etats-Unis. Mais ce qui est certain, c'est que, comme tout gouvernement capitaliste, il va essayer irrémédiablement de faire retomber la crise économique sur le dos des travailleurs.

Les gouvernements des pays capitalistes sont là pour administrer les affaires de la bourgeoisie.

Pour que Barack Obama puisse changer le rôle des Etats-Unis dans le monde (ce qui n'est pas son intention) et mettre un terme à l'exploitation des travailleurs ou à la discrimination ethnique et à l'oppression de la femme, il devrait détruire l'Etat bourgeois, c'est-à-dire en finir avec le capitalisme.

Les guerres, les invasions et les agressions de l'impérialisme vont continuer, aussi longtemps qu'existe l'impérialisme. Clausewitz disait que la guerre est la continuation de la politique avec d'autres moyens et l'impérialisme ne peut pas se maintenir sans s'imposer militairement. Les Etats-Unis ont été jusqu'à présent le gendarme mondial du capitalisme, et le fait qu'Obama veut disposer de l'appui des autres pays impérialistes du monde ne change rien au fait qu'il veut cet appui pour que le système continue à exister.

Obama ne va pas détruire le système mais il va le diriger pour qu'il puisse subsister. En ce sens, son gouvernement a un caractère préventif face à la possibilité, du fait de la crise économique, d'une forte montée des luttes. Pour mettre un terme au système, les Obamas dans le gouvernement ne suffisent pas, il faut que ce soient les travailleurs qui prennent directement le pouvoir avec la révolution socialiste et détruisent l'Etat capitaliste. C'est ce qu'a dit Marx, que les économistes et les journalistes du monde entier citent maintenant à cause de la crise économique. Cela n'a jamais été réfuté par l'histoire.



## Le programme d'Obama

Le caractère de l'Etat défendu par Barack Obama se reflète dans son programme électoral, ainsi que dans les mesures qu'il va prendre quand il commencera à gouverner, telles qu'elles ont été annoncées après son triomphe. Les conseillers dont il s'entoure et dont les noms circulent pour son prochain gouvernement, sont des personnages connus. Beaucoup ont fait partie des gouvernements de Bush, de Clinton ou même de Ronald Reagan. « Pour les thèmes d'économie, les principaux conseillers d'Obama sont Paul Volcker et Robert Rubin. Volcker a été président de la FED (Federal Reserve), la banque centrale des Etats-Unis, entre 1979 et 1987, au temps de Ronald Reagan. Il a été un des pères du néo-libéralisme et a joué un rôle fondamental dans la mise en oeuvre de la "globalisation capitaliste". A cette époque, sa devise était que "les familles nord-américaines doivent diminuer leur niveau de vie". Evidemment, les familles auxquelles il faisait allusion n'étaient pas les riches... D'autres conseillers d'Obama sont Lawrence Summers, ancien de la Banque Mondiale et aussi secrétaire du Trésor de Clinton ; Jamie Dimon, actuel président de la Banque d'Investissements JP Morgan, et Timothy Geithner, ancien directeur du FMI. » (Voir *Os homens do presidente* publié dans *Opinião Socialista*, l'organe du PSTU, la section brésilienne de la LIT.) Obama compte aussi, parmi ses conseillers économiques, l'homme le plus riche de la planète, Warren Buffet. Le nom de Collin Powel, membre du parti républicain qui a dirigé la première guerre d'Iraq et qui a été secrétaire d'état de G.W. Bush jusqu'en 2004, circule comme membre du nouveau gouvernement, et Hillary Clinton elle-même vient d'accepter d'être

secrétaire d'Etat d'Obama. Dans un gouvernement qui paraît être un cabinet d'unité nationale (comme celui d'Angela Merckel avec le SPD en Allemagne), Barack Obama dispose de l'appui de son adversaire McCain à cette étape. Avec tous ceux-là, Obama veut « une nouvelle aube de leadership étasunien ».

### Mesures économiques

Dans son discours comme vainqueur des élections, Obama a averti les Nord-américains qu'ils devront se sacrifier et que la pente sera dure à grimper. Il sera plus difficile de freiner les licenciements ou de garantir de nouveaux emplois au moyen de travaux publics à cause du manque d'argent que va rencontrer son administration, qui commence déjà à être hypothéquée, avec son accord, pour sauver les bénéficiaires de la bourgeoisie étasunienne. L'augmentation des impôts pour les familles les plus riches, (que Bush avait baissé), une augmentation qui n'atteint même pas celle qu'a imposé le président républicain Eisenhower dans les années 50, ainsi que la diminution d'impôt pour les salaires les plus faibles, sont ses promesses les plus progressistes. L'argent que Bush est en train d'engager à la fin de son mandat pour freiner la débâcle financière, Obama devra le prendre aux travailleurs. Il devra le prendre aux travailleurs de son propre pays et à ceux du reste du monde, comme l'a fait jusqu'à présent cet aspirateur de capitaux qu'est l'économie des Etats-Unis.

Déjà avant les élections, le président élu a commencé à montrer ses véritables intentions. Le plan de sauvetage de 700 milliards de dollars pour les banques, présenté par Bush, a été approuvé par les deux candidats. Cette énorme

somme d'argent sera employée pour pallier la chute du système financier. Les protestations contre cette mesure sont arrivées jusqu'aux portes de Wall Street, où l'effigie de Karl Marx présidait les dénonciations contre les brokers de la bourse. Il est possible que le changement de dernière heure dans le plan de sauvetage avancé par le gouvernement Bush, qui va destiner les fonds d'aides aux crédits non-bancaires et refinancer les hypothèques qui sont sur le point de mener à la saisie, ait pu compter avec l'appui de l'équipe d'Obama. Il est même possible que ce changement soit issu de cette équipe.

Ce qu'ambitionnent ces mesures, c'est que les travailleurs nord-américains continuent à rembourser leurs hypothèques et leurs prêts. On préfère percevoir un peu moins chaque mois que ne percevoir rien du tout et se trouver avec des millions de logements que personne ne peut acheter. L'argent qui peut être destiné à ces mesures n'est pas pour garantir leur logement aux 10 millions de personnes qui peuvent le perdre durant les prochaines deux années. En outre, on ne va pas restituer la maison à ceux qui l'ont déjà perdue, ni garantir que ceux qui perdent leur emploi puissent la conserver.

Après sa victoire, Barack Obama a déjà demandé à Bush de secourir en urgence le secteur de l'automobile, menacé de fermeture. Les mesures qu'il a négociées vont servir à l'industrie pour adapter les usines à la fabrication de modèles plus efficaces et appropriés à la baisse des ventes du fait de la crise économique. C'est-à-dire que les nouvelles usines auront besoin de moins de main d'œuvre et, ce qu'Obama veut garantir, ce sont donc les bénéficiaires des entreprises et non les emplois, qui vont être perdus par dizaines de milliers

avec ces mesures.

La lutte concernant le soutien au secteur de l'automobile en échange du vote favorable des démocrates au Traité de Libre Echange (TLC) avec la Colombie, montre les divergences entre les secteurs impérialistes de l'actuel gouvernement et ceux du prochain. Obama a critiqué l'administration Bush pour s'être engagée, lors de la réunion du G20, à ne pas mettre en oeuvre des mesures protectionnistes. Barack Obama considère que le protectionnisme est nécessaire pour sauver les bénéfices de l'industrie de l'automobile aux Etats-Unis. Dans l'agriculture, des aides millionnaires sont maintenues et peuvent être étendues à d'autres secteurs avec Obama, faisant fi des accords de commerce international, accords que les Etats-Unis eux-mêmes promeuvent à leur bénéfice.

Il faut rappeler, en outre, qu'Obama soutient les plans de santé privés, dont il a reçu 414 863 dollars pour sa campagne électorale.

### Politique internationale

Obama s'était opposé à la seconde guerre d'Iraq et il était pour le retrait des troupes de ce pays, avant d'être sénateur. Toutefois, son discours s'est modéré pendant sa candidature et sa campagne, pour proposer finalement que le retrait des troupes soit échelonné sur 16 mois et qu'on maintienne en Iraq une force d'appui **de 60 000 soldats**, pour combattre contre le "terrorisme". Le retrait de troupes, partiel donc, serait destiné à « gagner » la guerre en Afghanistan, y compris en entrant au Pakis-

Que la bourgeoisie essaye de célébrer ses modèles et défendre ses intérêts, c'est normal. Le problème est qu'elle trouve toujours de l'aide pour cela chez des per-

tan. Il prétend doubler le nombre de soldats en Afghanistan, selon lui pour capturer ou tuer Bin Laden. Ce qui est certain, c'est qu'avec son plan, nous allons vers une recrudescence de l'agression impérialiste en Afghanistan. Obama a aussi fait savoir qu'il pourrait attaquer l'Iran, qu'il considère comme un danger mondial, si ce pays continue avec l'enrichissement de l'uranium. Sur ce point, il ne se différencie donc pas de son prédécesseur.

Il est significatif aussi qu'il ait choisi Rahm Emanuel comme chef de Cabinet (celui qui, entre autres, décide de l'agenda du président). C'est un sioniste déclaré, fils d'un militant de l'organisation terroriste Irgoun, qui a perpétré des attentats sanglants en 1946 contre la population palestinienne pour établir l'Etat d'Israël. Ce personnage, connu au Congrès sous le surnom de Rahmbo pour sa façon de diriger le groupe démocrate, est la confirmation du fait que, même s'il y a des négociations avec le Hamas dans la Bande de Gaza, le gouvernement entrant continuera à être un garant de l'Etat d'Israël.

La fermeture du camp de prisonniers de la base militaire de Guantánamo, dans lequel des centaines de prisonniers de la guerre d'Iraq sont encore enfermés sans jugement, a été une exigence mondiale que Barack Obama avait rejoint. La fermeture a été ratifiée, avec le transfert de 600 prisonniers sur le territoire des Etats-Unis pour les y juger quand il aura pris ses fonctions. Ce geste, qui ne va pas lui causer de grands problèmes, sera utilisé par Obama pour augmenter son prestige, tout comme

### La "gauche" et Obama

sonnages qui apparaissent aux yeux de millions de travailleurs comme de gauche. Zapatero se déclare ami et allié fidèle d'Obama. Lula, Bachelet et Tabaré Váz-

Zapatero l'a fait en retirant les troupes espagnoles d'Iraq au début de son premier mandat.

Nous voulons faire état de l'appui qu'il va recevoir de Zapatero. Cela veut dire concrètement que ce dernier va l'aider en Amérique latine et dans le monde arabe. En Amérique latine, l'Espagne a été la plate-forme pour la recolonisation. Les capitaux européens et nord-américains ont pu y entrer avec une plus grande facilité par le biais des entreprises espagnoles. Les sommets ibéro-américains, avec le roi Juan Carlos à leur tête, se sont chargés au cours des 25 dernières années de garantir que les Etats pouvaient privatiser toute entreprise rentable ainsi que les ressources naturelles.

Au Moyen-Orient, Zapatero sera l'allié avec lequel Obama essaiera de reprendre l'offensive. Les troupes espagnoles sont présentes, avec d'importants contingents, tant au Liban qu'en Afghanistan. Zapatero tient un discours selon lequel les interventions militaires doivent être faites avec le soutien des organismes internationaux, comme l'ONU, ou de la « communauté internationale ». L'ONU est l'écran que l'impérialisme utilise pour justifier des agressions et des occupations, comme cela a déjà été le cas pour la Bosnie, l'Afghanistan ou le Liban. La dénommée « communauté internationale » est celle des pays impérialistes et leurs alliés des pays dépendants.

quez le fêtent et lui demandent de resserrer les liens entre leurs pays et les Etats-Unis. Amorim, le chancelier brésilien, a affirmé que « nous n'allons pas nier que le

*gouvernement brésilien a eu une bonne relation avec celui de (George) Bush, de pragmatisme et de respect. Mais maintenant la relation peut être d'affinité et, nous l'espérons, de coopération avec le nouveau gouvernement nord-américain ».*

Les stars de Hollywood, les chanteurs comme Bruce Springsteen ou le documentariste anti-Bush, Michel Moore, sont d'enthousiastes partisans d'Obama.

Une grande partie des intellectuels de gauche, comme Tarik Ali ou Galeano, exposent leurs doutes et leurs espoirs, font des propositions à Obama et le conseillent sur ses priorités pour mieux gouverner. Ils exigent de patienter pour critiquer Obama, expliquant qu'il faut lui donner un répit parce qu'il doit affronter beaucoup de problèmes, et qu'au moins il faut attendre jusqu'en janvier pour voir ce qu'il fait. **Ils construisent ainsi un temps de trêve très supérieur à celui qu'ont pu avoir Jimmy Carter ou Kennedy en leur temps** (deux présidents US issus du parti démocrate qui ont eu un important appui populaire).

### **Chavez et Castro**

Il est normal aussi que les travailleurs nord-américains et du monde entier voient Obama avec des espoirs et des illusions, parce qu'il est noir, fils d'un immigrant, et qu'en outre, il n'est ni un millionnaire ni un grand propriétaire. Ce qui est certain, c'est que pendant un certain temps, probablement jusqu'à ce que continuent les agressions militaires sous son mandat, la conscience anti-impérialiste sera atténuée par les espoirs en Obama. Mais nous voulons souligner le déluge d'appuis et de félicitations qu'il a reçu des gouvernements et dirigeants qui se disent « révolutionnaires ».

**Chavez** a dit que « *l'élection historique d'un afro-descendant à*

*la tête de la nation la plus puissante du monde, est le symptôme de que le changement d'époque qui s'est développé depuis le Sud de l'Amérique, pourrait être en train de toucher aux portes des Etats-Unis. Depuis la patrie de Simon Bolivar, nous sommes convaincus que l'heure est arrivée d'établir de nouvelles relations entre nos pays et avec notre région, sur la base des principes du respect à la souveraineté, l'égalité et la vraie coopération ».* Avant les élections, il avait demandé à Obama de mettre un terme à l'impérialisme s'il gagnait. **Evo Morales** a comparé l'élection d'Obama avec la sienne, l'un étant un Noir et l'autre indigène, il a déclaré que « *nous avons beaucoup d'espoir que les relations diplomatiques, commerciales et d'investissement avec notre pays vont s'améliorer. Nous avons beaucoup d'espoir et nous sommes optimistes ».* Et **Fidel Castro** a publié dans « Granma » que « *le peuple des Etats-Unis se préoccupe bien plus de l'économie que de la guerre d'Iraq. McCain est vieux, belliqueux, inculte, peu intelligent et sans santé ».* Il ajoute finalement (à l'adresse de Lula) : « *Si mes calculs étaient erronés, le racisme se serait imposé de toutes manières, et le candidat républicain obtiendrait la Présidence, le danger de guerre serait augmenté et les occasions des peuples d'aller en avant seraient réduites. »*

Ces dirigeants savent parfaitement ce que représente Barack Obama et cela ne les a pas empêché de le soutenir. Pour eux, cette nouvelle face de l'impérialisme surgit au bon moment pour continuer, ou plutôt, pour approfondir la capitulation face à l'impérialisme qu'ils pratiquent depuis des années, à savoir, que l'impérialisme puisse piller les économies de leurs pays. Ils acceptent que l'impérialisme continue à dominer le monde et ils ne rompent pas avec lui. Ils espè-

rent d'Obama qu'il les accepte comme ses intermédiaires. C'est pourquoi, Chavez et Castro insistent sur le fait qu'il y ait du respect mutuel.

Tout ceux qui, depuis la « gauche », soutiennent Obama semblent avoir oublié que le soutenir, c'est soutenir le président des Etats-Unis, à savoir, le chef du pays impérialiste le plus important du monde, le « gendarme mondial » du capitalisme. La rhétorique de Hugo Chavez a contribué à cela depuis des années. Quand le président vénézuélien parlait d'impérialisme, il se référait seulement aux Etats-Unis et, durant les dernières années en particulier, seulement à George Bush. Pour le président vénézuélien, Bush était le diable. L'impérialisme européen n'existait pas, le président espagnol Zapatero était été considéré par Chavez comme révolutionnaire.

Cela fait longtemps que la bureaucratie cubaine pardonne tout aux chefs du Parti Démocrate des Etats-Unis. Fidel Castro présente maintenant Kennedy (le président qui a autorisé l'invasion de la Baie de Cochons), comme un homme qui a été poussé à cette aventure militaire par son vice-président belliqueux. Il est vrai que Fidel doute aussi qu'Obama puisse changer profondément les Etats-Unis, mais cela ne l'empêche pas de faire son éloge.

Avec la disparition de Bush de la scène politique, disparaît l'« anti-impérialisme » (ou plutôt l'anti-américanisme) du castro-chavisme. La plus grande avancée qu'il y a eu dans la conscience latino-américaine dans les dernières décennies est l'anti-impérialisme, même si c'est principalement contre les Etats-Unis, et cela peut faiblir par la faute des commentaires pleins de louanges de ces personnages. C'est cela le rôle sinistre qu'ils jouent.

## Le mouvement ouvrier face à Obama et la construction du parti révolutionnaire

Le gouvernement d'Obama est porté par de grands espoirs de la population étasunienne. Mais ces espoirs dans un gouvernement non-guerrier qui résoudrait les problèmes économiques, peuvent donner lieu à une déception sans précédent. Lula et Zapatero ont disposé d'une conjoncture économique favorable pendant ces années. Ils ont aussi pu disposer de l'appui inconditionnel de la bureaucratie syndicale de la CUT et du PT du côté de Lula, ou de la « gauche » réformiste de Izquierda Unida et les directions syndicales de CCOO et d'UGT en Espagne, pour gouverner sans sursauts jusqu'à présent. Obama, bien qu'il ait aussi l'appui des organisations syndicales, se trouve face à la plus grande crise économique depuis 1929. Le retrait des troupes sans victoire militaire en Iraq peut provoquer une plus grande déstabilisation au Moyen-Orient et l'ouverture de nouveaux fronts au Pakistan ou en Iran.

Les masses noires espèrent que le racisme, la discrimination au travail ainsi que la discrimination sociale et éducative qu'elles subissent, prendront fin avec le premier président noir des Etats-Unis. Toutefois, déjà de nos jours la situation de cette population s'est aggravée

et continuera à s'aggraver avec la crise économique. Les immigrants ont aussi ces espoirs, mais tout comme les Noirs, ce sont les premiers à perdre leur emploi.

Les travailleurs, les jeunes et les opprimés nord-américains ont donné un coup de poing sur la table avec l'élection d'Obama. Pour la première fois, ils sentent qu'ils ont choisi leur candidat et ils ont démontré qu'ils peuvent aller au-delà de ce qu'on attendait d'eux. Il est nécessaire qu'aux Etats-Unis, on commence à donner une réponse de classe à la crise et aux mesures que mettra en oeuvre le nouveau gouvernement. On peut le faire en proposant un programme contre le chômage et le problème du logement, pour l'accès à la santé et à l'éducation, publiques et de qualité. Il y a urgence pour cette tâche, également parce que, sans avancée sur ce terrain, l'extrême droite peut se réorganiser et reprendre le pire de ce qu'a été l'ère de Bush pour en faire le centre de sa politique.

Le mouvement ouvrier des Etats-Unis, qui a été le protagoniste de grandes luttes dans le passé et qui n'a jamais subi de défaite historique, peut commencer à se réveiller. La crise économique menace des millions de travailleurs

avec le chômage aux Etats-Unis. Les travailleurs auront en face d'eux toute la machinerie bureaucratique qui a été construite dans les syndicats pour museler leurs luttes. La bureaucratie syndicale est un appui ferme du parti démocrate, elle a dépensé des millions de dollars dans la campagne électorale. Maintenant la classe ouvrière va expérimenter ce qu'est le maximum que peut lui offrir la bourgeoisie nord-américaine. S'ouvre ainsi la possibilité de commencer à faire face à la bureaucratie syndicale et, dans cette lutte, à construire une organisation socialiste dans le berceau de l'impérialisme.

A ses origines, la IV<sup>ème</sup> Internationale a eu son parti le plus fort aux Etats-Unis. Le vieux parti de James P. Cannon, le SWP, faisait partie de la réorganisation du mouvement ouvrier nord-américain dans les années 30. Renouer avec le meilleur de la tradition ouvrière révolutionnaire est une tâche nécessaire pour construire un parti de la IV<sup>ème</sup> Internationale et commencer à surmonter la crise de direction révolutionnaire. C'est une nécessité pour mettre un terme au système d'exploitation et pour construire le socialisme.



† Voir l'article "Los partidos burgueses frente a la crisis" d'Andrés Bárcenas, publié dans le journal Voz de los Trabajadores, la publication du groupe de militants de la LIT-QI aux Etats-Unis : [http://www.litci.org/MateriaES.aspx?MAT\\_ID=1419](http://www.litci.org/MateriaES.aspx?MAT_ID=1419).

◀ Chicago  
Premier Mai 2006

# La Belgique en Afghanistan

## Mission de paix ou de guerre ?

Alors que les « forces de paix » en Afghanistan continuent en toute impunité avec leurs « bavures », comme ce bombardement récent d'un cortège de mariage le 4 novembre, avec 40 morts, on veut toujours nous faire croire que les troupes belges sont là pour la « reconstruction du pays », pour une aide humanitaire à la population. Qu'en est-il ?



Alors que le Conseil des ministres du 4 novembre avait déjà prolongé le mandat des F16 en Afghanistan, le Conseil du 14 novembre a encore ratifié la décision d'intensifier l'effort de guerre dans ce pays, en élevant le nombre de soldat de 420 (octobre 2008) à 485 en 2009.

A cet effet, les troupes se préparent. Des exercices d'envergure ont déjà eu lieu dans les Ardennes, sous le nom de code « Crazy Trip ». Selon le lieutenant-colonel Jean-Marc Vermeulen, en charge de ces exercices, les troupes se préparent pour « une réalité qu'ils sont susceptibles de retrouver en Afghanistan, par exemple. » Il s'agit bel et bien d'accompagner les F16 par des forces d'agression sur le terrain. Toujours selon le colonel, il s'agit « d'engager conjointement la composante terre, des avions F-16, des hélicoptères ». Selon le général Eddy Testelmans, commandant de l'Armée de terre, « on veut prouver que la composante terre peut faire autre chose que de l'humanitaire. » Et pour cela, il « demande aux gens d'être plus agressifs ».<sup>1</sup>

Sur d'autres théâtres de guerre aussi, la Belgique devient plus agressive. L'illusion des soldats généreux qui allaient aider le peuple libanais avec des hôpitaux se dissipe rapidement. Le service de secours hospitalier pour les troupes alliées a cédé la place à une intervention bien plus directe. Alors que sur le terrain, des 335 militaires prévus jusqu'au 15 février 2009, la présence n'a été prolongée que pour 216 jusqu'à la fin 2009, une frégate est allée rejoindre l'armée des agresseurs, avec un équipage de 157 soldats. L'armée belge y prendra d'ailleurs le commandement du « EU Battle Group » au second semestre 2009.<sup>2</sup>

Cette effervescence guerrière de notre pays fait écho à l'intensification de la lutte de libération nationale de peuples.

Face à une résistance qui gagne du terrain en Afghanistan, au sommet de l'OTAN de Bucarest (avril 2008), une « nouvelle stratégie des alliés a été définie, à l'initiative de la France », et le 27 août 2008, Sarkozy a annoncé que « la France joue tout son rôle, avec ses alliés européens » pour contribuer à l'effort, avec l'envoi de 700 soldats en plus sur le terrain.<sup>3</sup> L'Angleterre vient de décider de réduire sa présence militaire en Irak à un détachement symbolique, pour envoyer ces troupes en Afghanistan. En pleine campagne électorale encore, Obama a dit qu'il allait retirer les troupes de l'Irak... pour les envoyer en renfort en Afghanistan. Le 19 juillet, il est allé y saluer les troupes. Le 24 novembre

dernier, le général yankee John Craddock faisait un appel pathétique afin d'obtenir plus de troupes pour la guerre en Afghanistan. Aux 51.000 soldats engagés actuellement, déjà 73% en plus qu'il y a deux ans, le général veut en ajouter 10.000 européens, en plus de l'augmentation des troupes étasuniennes.<sup>4</sup>

C'est dans cet effort de guerre que notre pays prétend « assumer ses responsabilités », budget à la clef : le ministère « de la défense » engloutit chaque année près de 3 milliards d'euros ; 62 millions d'euros sont réservés à ces « missions humanitaires » en 2009, dont 42 uniquement pour l'Afghanistan.<sup>5</sup> Et en cette matière, tous les partis au parlement, toutes régions confondues, sont d'accord. On n'en discute même pas !

En d'autres occasions, nous avons amplement illustré notre choix, celui du camp des peuples opprimés.<sup>6</sup> Les parlementaires et le gouvernement choisissent la dépense de millions d'euros des travailleurs belges pour aller sauvegarder les intérêts « stratégiques » des grandes puissances.

<sup>1</sup> Le Soir 19.11.2008

<sup>2</sup> Le Soir 05.11.2008

<sup>3</sup> Discours à la Conférence des Ambassadeurs au Palais de l'Elysée, 27.08.2008

<sup>4</sup> Conférence de presse à l'OTAN, 24.11.2008

<sup>5</sup> Le Soir 05.11.2008

<sup>6</sup> Voir notre article sur la Résistance en Afghanistan, PI n°50 - juillet 2007, et une note polémique sur le soutien à la résistance des peuples opprimés, PI n°57 - juillet 2008, ainsi qu'un tract du 28 août 2008 sur la matière (disponibles sur [www.ict-cwb.be](http://www.ict-cwb.be)).

**Pas d'argent pour la guerre, augmenter les salaires !**

**Belgian go home !**

**Les troupes belges hors d'Afghanistan, hors du Liban !**

**L'Otan hors de la Belgique, la Belgique hors de l'Otan !**

## Tous à la rue, travailleurs et jeunes ensemble Avec des occupations, la désobéissance générale et la grève politique pour renverser le gouvernement des assassins

Voici une déclaration concernant le mouvement de rébellion qui parcourt la Grèce, de OKDE-EP (www.okde.gr), une organisation révolutionnaire qui a participé comme invitée au dernier congrès de la LIT-QI

Le torrent de colère pour l'assassinat cruel d'un jeune de 16 ans a débordé. « Alex était un des nôtres » est le cri de milliers de jeunes contre un régime qui coupe leur vie en miettes. Parmi les travailleurs, la fin tragique des politiques de tous les gouvernements se met à nu. L'anxiété augmente pour trouver une issue à cette crise, et la recherche pour trouver le chemin vers l'intervention dans les événements d'une manière massive et militante est manifeste.

### **Non au vandalisme de l'appareil répressif !**

L'assassinat d'un jeune de 16 ans n'a pas été un « incident isolé » dû à une « perte de contrôle », un « coup d'impatience », un « manque d'entraînement », etc. La plaidoirie provocatrice de l'agent des Forces Spéciales et de son avocat démontrent clairement que **la police et l'appareil répressif se sont déchainés**. Des postes de fleuriste servent pour rompre la tête des manifestants et les coupables restent toujours impunis. Des officiers de police impliqués dans le trafic de la drogue sont les mêmes qui humilient, torturent et assassinent des immigrants. Des escadrons de fanatiques utilisent le gaz lacrymogène pour disperser des étudiants « terroristes » en piétinant et en emprisonnant tout le monde sans discrimination. Des agents des Forces Spéciales en motorcycle font de l'ostentation d'armes et tirent. Des mineurs des deux sexes sont emmenés en garde à vu sous l'accusation de former des bandes de criminels. Les ministres de l'Ordre Public font l'éloge des forces anti-émeute comme garde prétorienne en leur disant : « L'Etat, c'est vous ». (Mitsotakis)

Ce sont eux qui traînent des cen-

taines de militants devant les tribunaux et proclament que les grèves sont « illégales et hors de propos ». Ce sont eux les responsables pour le kidnapping des Pakistanais et pour le scandale des enregistrements. Les « forces spéciales de police », armées jusqu'aux dents, se transforment en bandes de tueurs, alors que le gouvernement permet maintenant aussi aux forces de sécurité privées le port d'armes !

### **L'argent pour les banques - la pauvreté pour les travailleurs et la jeunesse !**

Karamanlis n'a même pas eu un semblant d'excuses pour le décès du jeune ou pour l'impasse auquel la politique de sa police a mené. Il parle comme un petit dieu de fer blanc qui demande aux travailleurs et aux jeunes de s'enfermer dans leur maison, de trembler de peur. L'effort du gouvernement, pour annuler les rassemblements et les manifestations du 10 décembre, montre à quel point sa politique est dangereuse : manier la situation par la suspension des libertés démocratiques pour fortifier la répression.

Ce sont les mêmes qui sont mêlés profondément dans la corruption : les scandales de Siemens et de Votopedi, les contrats, les amis riches dans le gouvernement qui gaspillent tout dans les banquets sans fin aux frais de la princesse. Alors qu'il « n'y a pas d'argent » pour les salaires et pour les dépenses publiques, le gouvernement donne des millions d'euros aux banquiers. Ils vendent tout ce qui reste (Olympic Airlines, ports, trains, etc.), ils mènent les fonds de l'assurance sociale à la faillite, ils placent la santé et l'éducation au bord de l'effondrement, ils continuent à flexibiliser les relations de travail,

qu'ils finissent par mener à la casse. Tout ceci a mené à l'éclosion de la « génération des 700 euros » que l'on vient de découvrir et qui a donné lieu à des larmes de crocodile de la part du gouvernement. Tout ceci fait monter le chômage, l'insécurité et le désespoir, au point que, maintenant, tous se mettent d'accord que c'est cela la cause de fond de la situation actuelle.

### **L'attitude envers les « chocs » et la « destruction »**

Dans toute grande crise sociale - comme l'actuelle - il y a des phénomènes « incontrôlables » (comme ceux que nous avons vu dans les faubourgs de Paris). Le gouvernement, tous les partis officiels et les media mettent l'accent sur ces « chocs » pour mieux cacher ainsi ce qui est pour eux l'essentiel, mobiliser les reflets les plus réactionnaires et ouvrir le chemin vers davantage de répression.

**Le mouvement ouvrier et des jeunes ne doit pas faire des révérences aux hurlements de la légitimité bourgeoise.** Ceux qui détruisent les travailleurs et la jeunesse n'ont pas le droit de parler de destruction. Ceux qui livrent 28 milliards d'euros aux banques, ceux qui pillent réellement les salaires, les relations de travail, le bien-être public, les dépenses publiques, ceux-là n'ont pas le droit de parler de « pillages ». Non à l'hypocrisie qui accuse les immigrants pauvres, les jeunes qui vivent en marge de la société, le travailleur pauvre ou le pensionné qui s'empare de ce que le « marché libre » lui refuse ! **Malheur à vous, scribes et pharisiens !**

La prolifération de ces chocs démontre la profondeur de la crise sociale que les média essayent de

cache au moyen de rumeurs provocantes sur « des anarchistes qui se mobilisent partout » et sur « des centres antipatriotiques ». Toutefois, les chocs spontanés n'offrent aucune issue, pour justifiée que soit la rançon contre la police.

Le mouvement ouvrier et la jeunesse doivent formuler leur propre réponse. **Il ne s'agit pas de rejoindre ceux qui demandent à haute voix de « condamner les chocs », et qui exigent « de l'ordre et de la sécurité ». Ils doivent ouvrir le chemin avec leur propre mouvement de masse, leurs propres formes de lutte et leurs propres consignes ; ils doivent protéger le caractère de leur mobilisation, qui ne peut pas être une manifestation à l'aveuglette ; ils doivent organiser l'autodéfense massive contre la répression et la violence policière.**

### **Non aux partis de la déception, « béquilles du gouvernement »**

La scène politique a étalé toute sa pourriture. Le PASOK ne fait rien d'autre que de demander des élections pour arriver au pouvoir. LAOS est devenu le porte-parole non-officiel des bandes de l'extrême droite et de « Chrisi Avgi ». Le KKE, au lieu de montrer les causes de la crise et de s'opposer au gouvernement, s'est allié à ce dernier. Il parle de « provocateurs », sans retenu. Il frappe en dessous de la ceinture les organisations de la gauche anticapitaliste, les militants aussi bien que

SYN/SYRIZA, avec des arguments les plus réactionnaires. De cette façon, il affaiblit le front des travailleurs et des jeunes contre le gouvernement. La bureaucratie syndicale non seulement ne fait rien pour organiser la réponse des travailleurs mais, en plus, elle rend hommage au gouvernement et aux jeux parlementaires, comme cela a été le cas avec l'annulation de la mobilisation lors de la grève du 10 décembre. Cette décision a été soutenue par SYRIZA, ce qui démontre les limites de cette politique.

### **La seule issue est la lutte de masses pour le renversement du gouvernement**

Nous sommes à la croisée des chemins. La seule solution qui peut apporter un certain soulagement dans la crise actuelle est le renversement du gouvernement. Le mouvement doit apporter sa réponse en ce moment décisif. Il ne peut pas donner au gouvernement le temps nécessaire pour se reconstruire. Il ne peut pas permettre que le gouvernement - ou n'importe quel autre qui lui succède - continue avec la même politique qui a mené à la situation actuelle. Si nous le lui permettons, le gouvernement essaiera de renforcer la répression en utilisant les « jeunes encapuchonnés » comme prétexte, mais en attaquant, en réalité, aussi bien les libertés démocratiques que les organisations et les luttes du mouvement.

Aucun travailleur ne peut permet-

tre que le gouvernement contre-attaque. La seule issue est la lutte pour son renversement par le mouvement de masses. Nous devons combattre pour organiser des **occupations** dans chaque école et université, qui seront utilisées comme centres de lutte et d'aide, à s'étendre partout. **Nous devons construire des comités d'unité d'action d'étudiants secondaires et universitaires avec les travailleurs.**

Dans les lieux de travail, nous devons entamer une discussion énergique sur les causes de la crise mais aussi sur la nécessité pour les travailleurs de combattre et d'intervenir activement pour renverser le gouvernement anti-ouvrier et anti-démocratique de Karamanlis. Nous ne pouvons pas donner de trêve à la bureaucratie syndicale, nous devons exiger des assemblées générales et voter la grève générale. Nous devons exiger : **Grève générale politique maintenant ! A bas le gouvernement d'assassinat, de pauvreté et de chômage.** Voilà la manière d'ouvrir le chemin pour la satisfaction des demandes des travailleurs et de la jeunesse, pour une solution qui nous sauve de la crise politique et sociale que ce gouvernement et la bourgeoisie essaiera de décharger sur nous.

## **A bas le gouvernement d'assassins et ses politiques**

- **Que Pavlopoulos et Chinofotis renoncent immédiatement ! Châtiment immédiat et exemplaire des coupables.**
- **Désarmement immédiat de la police. Non aux forces de répression dans les mobilisations. Dissolution des forces anti-émeute et des Forces spéciales.**
- **Libération de tous les prisonniers.**
- **Intensification de la lutte pour les droits politiques et sociaux des travailleurs et de la jeunesse. C'est le capital qui doit payer la crise !**

OKDE - Organisation des Communistes Internationalistes de Grèce.



Richard Gallardo était le président de l'UNT d'Aragua ; Luis Hernández, dirigeant syndical de Pepsi Cola ; et Carlos Requena, dirigeant syndical de l'entreprise Produvisa-Conasat. Ces camarades ont été pris pour cible alors qu'ils rentraient chez eux, après avoir passé leur journée à soutenir les travailleurs d'une entreprise en lutte (la multinationale laitière Alpina). Le matin, avec les 400 travailleurs d'Alpina, ils avaient déjà subi la répression policière de la part du gouvernement régional. Alors que la société voulait fermer cette usine, les travailleurs sont parvenus à l'occuper.

*« Aux élections du dimanche 23 novembre, Richard Gallardo avait été candidat au Conseil Législatif de la province d'Aragua, et Luis Hernández à la mairie de la Commune Zamora (Villa de Cura) pour l'Unité Socialiste de Gauche (USI), cette organisation ouvrière et socialiste les ayant présentés sur une liste indépendante, face à la bourgeoisie putschiste et au chavisme. Pour sa part, délégué à la prévention, Carlos Requena était reconnu combattant acharné de la santé au travail et des conditions de travail.*

*Voilà pourquoi ces militants étaient tellement haïs par la droite locale qui, elle, est liée à des bandes mafieuses.*

*Nous sommes conscients qu'il s'agit là d'un crime politique contre l'organisation et la mobilisation indépendante des travailleurs. C'est pourquoi, il faut exiger une enquête immédiate, et ensuite l'emprisonnement des tueurs à gage et de leurs commanditaires. »* (Cf. déclaration de l'Union Socialiste des Travailleurs (UST), section de la LIT-QI au Venezuela)

Le brutal assassinat de ces trois dirigeants ouvriers et socialistes, au Venezuela, est un coup dur contre le mouvement ouvrier de ce pays, avec des répercussions en Amérique latine et dans le monde.

Le Venezuela vit un processus révolutionnaire et le mouvement ouvrier est parvenu, de longue lutte,

à mettre en échec la tentative de putsch militaire soutenue par l'impérialisme en 2002, ainsi que le lock-out patronal de PDVSA en 2003. Le peuple vénézuélien a largement démontré sa disposition révolutionnaire en faisant face à la droite, en luttant et risquant sa vie pour l'emploi et pour la terre.

L'assassinat de dirigeants syndicaux n'est pas un fait nouveau. C'est le moyen dont disposent le patronat et les bureaucraties pour détruire le mouvement ouvrier organisé et pour mettre un terme à la situation révolutionnaire au Venezuela. Ce n'est pas par hasard qu'ils ont attaqué des dirigeants de l'UNT d'Aragua, une des organisations les plus combattives du pays.

Le gouvernement de Chavez, qui se dit socialiste, loin de constituer une défense ferme contre les assassinats, les laisse pour le moins passer. Cela fait des années que les travailleurs et les paysans vénézuéliens en sont victimes et, pendant ces 10 années de gouvernement Chavez, loin de disparaître, cette pratique a continué de faucher le meilleur de l'avant-garde. Pendant tout ce temps, les responsables (matériels ou intellectuels) de cette barbarie anti-ouvrière et paysanne n'ont jamais été poursuivis ni inquiétés. Avant ces derniers assassinats, quatre autres syndicalistes de l'UNT d'Aragua avaient déjà été assassinés. La police provinciale avait aussi réprimé les travailleurs de l'usine de sanitaires de Maracay, sans oublier la répression policière lancée contre les travailleurs de Sidor, ni la dissolution à main armée d'une manifestation des travailleurs du pétrole de la province d'Anzoátegui.

Alors, tandis que le gouvernement de Hugo Chavez laisse réprimer les travailleurs, les patrons et les propriétaires fonciers peuvent hausser le ton et s'adonner librement au massacre.

On ne doit pas laisser la pratique des assassinats s'installer comme quelque chose de normal. Aujourd'hui, ce sont les camarades de

l'UNT d'Aragua, demain ce sera n'importe quel autre dirigeant ouvrier, n'importe quel autre militant du Venezuela. Si cette pratique - déjà monnaie courante en Colombie, pour ne citer qu'un exemple - s'imposait ici, elle pourrait s'étendre partout en Amérique latine.

Il faut dire **NON** à cette pratique criminelle, restée impunie jusqu'à présent.

La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale - appelle toutes les organisations syndicales et populaires, tous les partis politiques ouvriers et les organisations démocratiques à lancer une Campagne Internationale pour exiger une enquête, pour le jugement et le châtement des assassins de **Richard Gallardo, Luis Hernández et Carlos Requena.**

Nous soutenons inconditionnellement le plan de lutte de l'UNT et des syndicats d'Aragua, ainsi que toutes les initiatives prises par ces organisations pour l'éclaircissement de ces crimes !

Nous soutenons inconditionnellement les décisions de ces organisations en vue d'organiser des commissions d'autodéfense dans les syndicats, et nous mettons à leur disposition pour ce faire !

Nous appelons les organisations ouvrières, populaires et démocratiques à organiser des manifestations devant les ambassades du Venezuela dans tous les pays du monde, pour exiger du gouvernement vénézuélien toute la lumière sur ces crimes, et le châtement des coupables !

Nous appelons les organisations syndicales et politiques à faire part de leurs prises de position au gouvernement du Président Hugo Chavez !

**Camarades Richard Gallardo, Luis Hernández et Carlos Requena**

**Jusqu'au Socialisme, Toujours !**

Secrétariat international de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale  
São Paulo, le 2 décembre 2008

## Face à l'assassinat des militants d'Aragua : Non à l'impunité !

**Campagne internationale du mouvement ouvrier** : pour exiger l'ouverture d'une enquête, pour le châ-  
timent des assassins des dirigeants ouvriers RICHARD GALLARDO, LUIS HERNÁNDEZ et CARLOS  
REQUENA, au Venezuela !

*Une déclaration de la LIT-QI*

La LIT, ses partis et nombre d'autres organisations syndicales ou politiques se sont prononcés, ensemble, pour répudier l'assassinat des trois camarades syndicalistes de l'Union Nationale des Travailleurs (UNT) d'Aragua, et membres de l'Unité Socialiste de Gauche (USI). Nous nous sommes également déclarés solidaires avec leurs parents et camarades.

La protestation des travailleurs contre ce crime barbare continue à prendre de l'ampleur au Venezuela. Les obsèques des camarades ont eu lieu devant un millier de travailleurs ou voisins de Villa Cura et de Maracay. L'UNT d'Aragua a décidé d'un plan de lutte pour exiger que les coupables soient appréhendés, jugés, condamnés, et pour que cessent les assassinats de dirigeants syndicaux ou paysans au Venezuela.

Maintenant, en soutien à la protestation ouvrière, il est urgent que toutes les organisations qui ont répudié ce crime, soutenant les camarades et les parents des victimes, lancent un grand mouvement de solidarité internationaliste et prolétarienne pour exiger, du gouvernement du Président Hugo Chavez, l'ouverture d'une enquête et le châtiment des criminels.

Il faut souligner que, à cette occasion, c'est à des dirigeants avec une longue trajectoire de lutte dans le mouvement ouvrier vénézuélien que les tueurs à gages et leurs commanditaires se sont attaqués.

### Plan de lutte

décidé par l'assemblée de l'Union Nationale des Travailleurs d'Aragua le dimanche 30 novembre (extrait - texte complet sur [www.lct-cwb.be](http://www.lct-cwb.be))

« *Le Plan de Lutte, contre les tueurs à gage et l'impunité, commence ce lundi, 1 décembre, à partir de 5 h du matin dans toute la province d'Aragua. A Villa de Cura, nous allons faire des assemblées dans les entreprises, et les travailleurs de la Pepsi-Cola avec les dirigeants des Conseils Communaux qui nous soutiennent, seront les personnes chargées de convoquer une concentration massive sur la Place Bolivar. [...] A Cagua, Santa Cruz, Maracay, La Victoria et Tejerías, nous allons organiser dans les trois pauses de toutes les entreprises la réalisation d'assemblées pour informer les travailleurs et pour discuter avec eux le Plan de Lutte. [...] Le mardi 2 décembre, à partir de 5 h 30 du matin, commence la Journée Régionale de Protestation. Pour le jeudi 4 décembre, nous convoquons une Grande Mobilisation Nationale avec épice à Maracay. Nous appellerons tous les syndicats du pays à nous accompagner, parce que cela doit être clair que nous ne pourrions pas mettre en échec les tueurs à gage si ce n'est par la mobilisation de tous les travailleurs à l'échelle nationale et l'obtention de la solidarité internationale. L'expérience pénible du mouvement syndical colombien nous a enseigné que nous avons besoin de la plus grande unité et de la réponse ferme des masses pour écraser ce fléau.*

*Nous ferons aussi appel à la solidarité internationale. Nous remercions la présence des camarades de Conlutas du Brésil et de la gauche socialiste d'Argentine. A Buenos Aires, São Paulo, Rio de Janeiro, Santo Domingo, San José de Costa Rica, Ciudad Panama, Ciudad de México et autres capitales, des concentrations ont eu lieu aux ambassades du Venezuela dans ces pays, pour répudier les assassinats. [...] Dans le cadre de ces activités, nous demanderons une audience au Président de la République, Hugo Chavez, pour lui présenter notre exigence : qu'il assume la responsabilité des enquêtes qui conduisent au châtiment des coupables, ainsi que des garanties syndicales et politiques de l'Union Nationale des Travailleurs et de notre organisation politique, Unité Socialiste de Gauche. [...]*

*Enfin, mais non moins important, nous allons exécuter une dernière tâche que Richard a proposée à plusieurs camarades, 24 heures avant son assassinat. Il a dit : "camarades, il faut être au qui-vive, ils nous cherchent, il faut organiser des équipes de protection et il faut avoir des finances pour garantir la sécurité de tous nos camarades". Le camarade Richard n'est pas parvenu à mettre en pratique cette recommandation, mais nous allons la matérialiser. Nous allons constituer nos propres organismes d'autodéfense parce que nous n'allons pas nous laisser tuer. »*

(Compte rendu d'Orlando Chirino, coordinateur de l'UNT)

*Suite sur la page antérieure*